

Toutes les provinces seront touchées par la COVID-19

mars 2020

Les provinces productrices de pétrole frappées de plein fouet

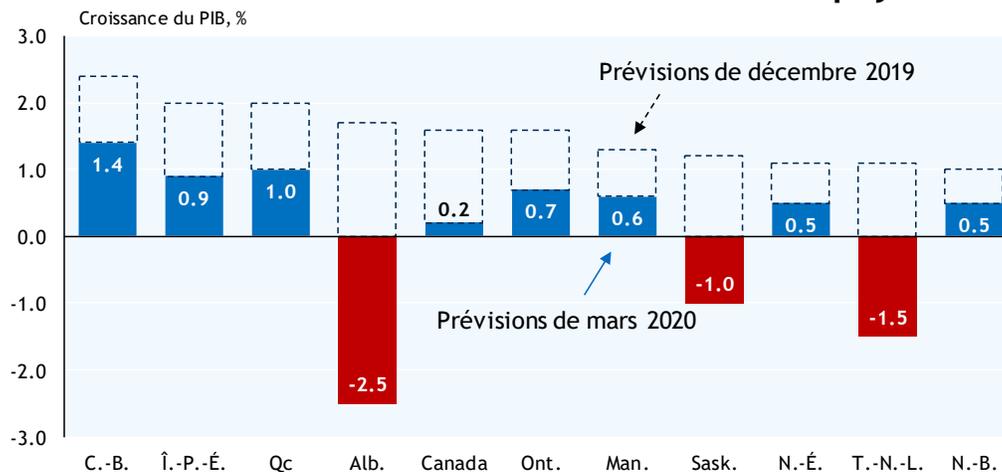
Les perspectives de l'économie canadienne ont considérablement changé depuis la fin de 2019, les prévisions de croissance étant revues en forte baisse. Les facteurs temporaires qui pesaient sur la croissance à la fin de la dernière année se sont traduits par un lent début d'année 2020. Toutefois, la portée grandissante de la COVID-19 et l'effondrement des prix du pétrole sont les facteurs qui ont davantage influé sur nos prévisions. Nous avons abaissé notre prévision de croissance pour l'ensemble du pays en 2020 à 0,2 %, soit plus d'un point de pourcentage complet en deçà de notre estimation de décembre. La faiblesse sera répartie à l'échelle du pays et les prévisions ont été réduites pour l'ensemble des provinces ; une contraction est probable pour celles qui produisent du pétrole.

De nouvelles pressions influent sur les prévisions

Depuis le début de l'année, les provinces ont subi deux coups durs : l'épidémie de COVID-19 et le plongeon des prix du pétrole. Le virus engendre des répercussions généralisées qui devraient se manifester principalement au premier semestre. Par contre, les économies productrices de pétrole font face à des pressions plus durables liées à la guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie, qui a fait plonger les cours pétroliers. Le prix du baril de Western Texas Intermediate a baissé de moitié par rapport à son récent sommet atteint le 6 janvier 2020. Nous prévoyons une contraction en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador en 2020, car la diminution des flux de trésorerie dans le secteur pétrolier et gazier freinera les investissements des entreprises et pourrait entraîner des pertes d'emploi.

Les provinces canadiennes pâtissaient déjà du recul de l'activité commerciale mondiale découlant de l'intensification de la querelle commerciale entre les États-Unis et la Chine, ainsi que de l'embargo de la Chine sur certains produits agricoles canadiens et des tarifs imposés par les Américains sur le bois d'œuvre résineux, qui ont freiné leurs exportations. À ces pressions se sont ajoutées,

Fléchissement de la croissance dans tout le pays



Source: Économique RBC

à la fin de l'année, des perturbations du transport ferroviaire et des grèves dans le secteur de l'automobile, qui ont limité les expéditions et ralenti les chaînes logistiques. Malgré de bonnes nouvelles au chapitre du commerce international au début de 2020 (signature de l'AEUMC et accord commercial sino-américain de phase 1), l'activité ferroviaire a de nouveau été perturbée par des barrages entravant les transports en Colombie-Britannique, en Ontario et au Québec. L'épidémie de COVID-19 et la chute des prix du pétrole ont ensuite eu lieu.

Nous avons abaissé nos prévisions de croissance pour l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique en 2019. Au dernier trimestre de 2019, l'Ontario a souffert d'un recul des ventes de produits manufacturés, alors que des facteurs temporaires comme des grèves dans les secteurs des chemins de fer et de l'automobile ont ralenti l'activité. À 1,6 %, l'estimation de la croissance pour 2019 est maintenant un peu plus faible. L'année s'est également terminée sur une note plus morose dans l'Ouest. Les exportations ont fléchi en Colombie-Britannique et en Alberta ; dans le cas de la Colombie-Britannique, la baisse s'explique par des difficultés dans le secteur forestier, alors que dans le cas de l'Alberta, la léthargie a été plus généralisée, touchant notamment le marché du travail et les ventes au détail. La prévision pour la Colombie-Britannique a été réduite de 0,2 %, à 1,9 %. L'Alberta semble pour sa part avoir progressé à un rythme inférieur à notre modeste prévision précédente de 0,6 %, ayant à peine crû l'an dernier.

Même si les indicateurs de la confiance des entreprises et des consommateurs ne témoignent pas encore de l'incidence du virus, les intentions d'investissement étaient déjà faibles presque partout au pays. L'enquête réalisée cette année par Statistique Canada sur les intentions d'investissement montre que les sociétés du secteur privé prévoient rester sur la touche dans la plupart des provinces, les éventuelles hausses des dépenses en immobilisations étant concentrées dans le secteur public. Et même cet appui manque cruellement dans des provinces comme le Manitoba et Terre-Neuve-et-Labrador, où les dépenses d'investissement totales devaient diminuer en 2020. Alors que des mesures d'austérité budgétaire étaient attendues en Alberta et en Ontario, l'évolution des perspectives économiques au cours des dernières semaines remet en cause l'éventuelle ampleur des restrictions.

La décision de la Banque du Canada d'abaisser le taux directeur de 50 pb au début de mars apportera un soulagement à certains ménages lourdement endettés en Ontario et en Colombie-Britannique, mais les marchés du logement n'échapperont pas à la vague de panique qui submerge les marchés financiers. L'effet négatif sur la richesse nuira à certains acheteurs, tandis que l'omniprésence de la COVID-19 dans les nouvelles ébranlera la confiance des consommateurs. Dans un premier temps, la baisse des taux hypothécaires sera peut-être bénéfique au marché, mais elle ne l'empêchera pas de sombrer dans le pessimisme. D'après nous, le printemps et l'été, des saisons traditionnellement propices à la recherche de maisons, seront plutôt calmes. Les acheteurs ne manqueront pas d'excuses pour repousser leur décision. Nous sommes d'avis que la récente hausse des prix des propriétés à Toronto, Vancouver, Ottawa, Montréal et ailleurs ralentira. Si les prix donnent des signes de faiblesse, les acheteurs seront encore plus nombreux à vouloir patienter dans l'espoir de profiter de meilleurs prix plus tard. Quand la situation entourant la COVID-19 se stabilisera dans le courant de l'année, nous croyons que les acheteurs reviendront en force sur le marché. À ce moment-là, la confiance devrait renaître, peut-être de façon spectaculaire, sous l'effet de taux d'intérêt extrêmement bas et de la crainte de manquer une aubaine. Les prix des propriétés commenceront alors à remonter avant d'enregistrer des gains substantiels en 2021.

Les investissements revigoreront l'économie de la Colombie-Britannique

La Colombie-Britannique devrait tenir le haut du pavé en 2020, même si nous avons considérablement réduit notre prévision de croissance, qui est passée de 2,4 % à 1,4 %. Ce fait s'explique en partie par les résultats plus faibles que prévu enregistrés en 2019, alors qu'une forte baisse des ventes de produits forestiers a fait plonger les exportations de 6 %. Le climat de grande incertitude nuira au marché du logement à court terme. Cependant, vers la fin de l'année, la demande devrait remonter à la faveur de la faiblesse des taux d'intérêt et de l'assouplissement des tests de résistance hypothécaire. La Colombie-Britannique sera probablement plus durement touchée par un recul du tourisme (lié à la pandémie de COVID-19), puisque 42 % des touristes asiatiques au Canada visitent la province. Les résidents de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon ont dépensé ensemble 1,2 milliard de dollars en Colombie-Britannique en 2018.

L'économie de la province sera soutenue par d'importantes dépenses en immobilisations en 2020, compte tenu de la poursuite de

la construction pour le projet de GNL et d'un bond de 19 % des dépenses du secteur public. Les investissements de 32,6 milliards de dollars annoncés dans le budget 2020 de la Colombie-Britannique seront réalisés en trois ans. De plus, l'annonce récente par le gouvernement américain d'une réduction des tarifs douaniers imposés aux producteurs de bois d'œuvre à compter du mois d'août 2020 permettra une reprise des exportations de bois d'œuvre au cours de l'année à venir.

Les Prairies subissent un double coup dur

La dégringolade des prix des marchandises se répercute lourdement sur nos prévisions pour les provinces des Prairies, décevant les attentes d'une meilleure année pour ces économies. On s'attend maintenant à ce que l'Alberta et la Saskatchewan replongent en récession en 2020, étant donné que les prix du pétrole ont atteint leur pire niveau depuis 2016 et devraient rester bas. Pour l'Alberta, cette évolution annule toute possibilité que l'économie se remette des pertes de production essuyées pendant le repli en 2015-2016. Compte tenu des récents événements, nous avons revu à la baisse notre hypothèse pour le prix moyen du baril de WTI en 2020, qui s'établit maintenant à 42 \$, soit nettement en deçà du prix de 58 \$ sur lequel reposait notre prévision précédente. Le recul des cours pétroliers minera grandement les revenus du gouvernement provincial, puisque le récent budget tablait sur un prix de 58 \$ le baril en moyenne pour le WTI en 2020. Nous prévoyons que le PIB de l'Alberta régressera de 2,5 % en 2020 après avoir enregistré un léger gain de 0,3 % en 2019.

Prévision concernant le prix du WTI



Sources : Energy Information Administration, Économique RBC

La faiblesse des prix du pétrole influera aussi sur la Saskatchewan en 2020. L'économie a fléchi à la fin de 2019. En novembre, des barricades érigées sur les chemins de fer avaient interrompu le transport de produits importants comme les métaux de première fusion. Même si l'activité a probablement repris après la fin des perturbations du transport, l'existence de plusieurs zones de faiblesse dans une économie déjà malmenée n'est pas de bon augure. La combinaison d'une stagnation des investissements et d'un recul des prix des marchandises devrait se traduire par une contraction de 1 % de l'économie de la Saskatchewan cette année.

La baisse de la demande internationale d'exportations du Manitoba et l'offre limitée de pièces de fabrication provenant de la Chine laissent entrevoir une hausse modeste de 0,6 % du PIB réel cette année. La diminution prévue des investissements publics à un creux de six ans (en raison de l'achèvement d'importants projets de services publics), conjuguée au repli des investissements des sociétés privées, engendrera une chute des dépenses en immobilisations de 7,3 %.

En Ontario, l'épidémie restreint les dépenses et ralentit l'économie

L'économie ontarienne a eu une piètre fin d'année 2019, les grèves dans le secteur automobile aux États-Unis ayant entravé la fabrication et l'expédition de véhicules motorisés. Étant donné la fermeture de l'usine de GM à Oshawa au début de l'année, le secteur automobile en Ontario n'est vraisemblablement pas au bout de ses peines. Du fait de la diminution des heures travaillées, les grèves des enseignants qui ont été lancées dans la province risquent elles aussi d'amoinrir la croissance au premier trimestre. La province profitera de la hausse des dépenses en capital résultant principalement de la réalisation de projets de construction publics au cours de l'année ; toutefois, l'incertitude nuira au marché du logement, les acheteurs étant moins susceptibles de se lancer à la recherche d'une maison à court terme. Même si les baisses de taux d'intérêt donnent un répit aux ménages fortement endettés, nous croyons que la nervosité ambiante incitera les consommateurs à la prudence. Nous nous attendons à ce que les

pour 2020 n'est que de 0,7 %. pour 2020 n'est que de 0,7 %.

L'épidémie brisera le formidable élan du Québec

L'économie fringante du Québec, qui a mieux fait que l'économie de presque toutes les autres provinces en 2019, n'échappera certainement pas aux conséquences néfastes de la vaste diminution de la demande externe et de la désorganisation des chaînes d'approvisionnement (due à la propagation du coronavirus). Les barrages ferroviaires en février ont nui aux déplacements des trains (autant les trains de marchandises que les autres) entre l'Ontario et le Québec. Or, malgré ces entraves temporaires, l'économie québécoise a amorcé 2020 sur les chapeaux de roue. Le taux de chômage au Québec a atteint un creux record en février et les dépenses en capital, tant publiques que privées, sont censées augmenter. Le budget 2020 publié récemment traduit une amélioration de la situation budgétaire de la province, procurant ainsi la souplesse nécessaire pour réagir à l'épidémie virale. Malgré tous ces points forts, l'économie du Québec ralentira probablement en 2020 et connaîtra une croissance moyenne de seulement 1 %.

L'année 2020 s'annonce difficile pour les provinces de l'Atlantique

On peut s'attendre à ce que les provinces de l'Atlantique s'affaiblissent en 2020 et à ce que la plus forte correction se produise à Terre-Neuve-et-Labrador, où la chute du prix des marchandises fera reculer le PIB en territoire négatif. La région de l'Atlantique connaîtra une contraction des dépenses en immobilisations, sauf en Nouvelle-Écosse où elles augmenteront grâce au secteur privé, en plus d'être touchée par les mêmes facteurs temporaires qui contrarient le reste du pays. Nous avons donc révisé nos prévisions à la baisse pour 2020. La Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard pourraient bien devoir composer avec une baisse des exportations vers la Chine, qui est pour ces provinces un partenaire commercial de plus en plus important. Malgré tout, l'essor observé à l'Île-du-Prince-Édouard, où les dépenses publiques apporteront un certain soutien, confèrera à la province le premier rang au chapitre de la croissance des provinces de l'Atlantique (0,9 %). La Nouvelle-Écosse connaîtra une croissance moindre de 0,5 %. L'industrie du bois de sciage au Nouveau-Brunswick devrait se redresser au deuxième semestre de 2020 à la suite de la diminution des tarifs des États-Unis. La croissance de la province est légèrement moins rapide que l'an dernier, à 0,5 %. Enfin, la plus importante baisse des dépenses en immobilisations se verra à Terre-Neuve-et-Labrador, puisque certains gros projets, comme celui de Muskrat Falls, prendront fin. La province souffrira du fléchissement du prix du pétrole cette année ; nous avons donc révisé à la baisse nos prévisions économiques.

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P	18	19P	20P	21P
T.,-N, & L,	-3,5	2,0	-1,5	-0,5	1,7	3,3	-3,4	4,0	0,5	0,6	-1,3	0,0	13,8	11,9	12,4	12,9	1,1	0,9	0,7	0,6	-2,3	-0,1	-1,0	-1,1	1,7	1,0	1,6	1,7
Î.,-P,-É,	2,6	2,8	0,9	2,0	4,2	5,0	2,9	3,9	3,0	2,7	2,5	0,3	9,4	8,8	8,8	8,9	1,1	1,5	1,4	1,2	2,9	3,6	1,7	1,4	2,3	1,2	1,9	1,8
N.,-É,	1,5	1,3	0,5	1,0	3,3	3,5	2,5	3,0	1,5	2,2	1,8	1,2	7,6	7,2	7,5	7,3	4,8	4,7	4,5	4,5	0,3	2,7	0,4	1,7	2,2	1,6	1,9	1,9
N.,-B,	0,8	0,7	0,5	0,8	3,2	2,4	2,0	2,3	0,3	0,8	0,7	0,6	8,0	8,0	7,7	7,7	2,3	2,9	3,3	2,6	1,7	2,1	1,6	0,6	2,2	1,7	1,7	1,8
QUÉ.,	2,5	2,5	1,0	1,6	4,8	4,0	3,2	3,1	0,9	1,8	0,8	0,8	5,5	5,1	5,2	5,8	46,9	48,0	49,0	44,5	2,9	1,8	1,4	1,5	1,7	2,1	1,7	1,6
ONT.,	2,2	1,6	0,7	1,7	3,7	3,3	2,9	3,2	1,6	2,9	1,5	1,3	5,6	5,6	5,7	5,6	78,7	69,0	79,9	82,0	4,4	2,8	1,8	1,6	2,4	1,9	1,6	1,6
MAN.,	1,3	1,1	0,6	1,4	2,2	2,4	2,6	3,3	0,6	0,9	0,9	0,4	6,0	5,3	5,9	6,1	7,4	6,9	7,0	7,5	2,9	1,1	0,8	0,8	2,5	2,3	1,6	1,6
SASK.,	1,3	0,6	-1,0	1,9	1,4	2,0	-3,1	10,1	0,4	1,8	-0,7	1,5	6,1	5,4	7,0	6,0	3,6	2,4	3,2	5,0	-0,3	-0,5	-1,4	1,0	2,3	1,7	1,8	2,0
ALB.,	1,6	0,3	-2,5	2,3	3,8	0,3	-9,6	8,4	1,9	0,5	-1,6	1,7	6,6	6,9	8,4	7,7	26,1	27,3	26,6	29,5	2,0	-1,0	-1,4	1,1	2,5	1,7	1,2	1,3
C.,-B,	2,6	1,9	1,4	2,7	4,5	4,3	3,9	4,5	1,1	2,6	-0,2	1,0	4,7	4,7	5,3	5,6	40,9	44,9	36,5	35,0	2,0	0,6	0,9	0,9	2,7	2,3	1,5	1,4
CANADA	2,0	1,6	0,2	1,8	3,9	3,6	0,6	4,7	1,3	2,1	0,9	0,7	5,8	5,7	6,1	6,1	213	209	212	212	2,9	1,6	0,9	1,3	2,3	1,9	1,2	1,9

séquelles de l'épidémie s'estompent au deuxième semestre de l'année, ce qui permettrait une reprise de l'activité sur le marché du logement. L'économie de l'Ontario devrait prendre de la vitesse durant les derniers mois de l'année, mais l'expansion prévue

Tableau comparatif

2018, sauf indication contraire

	CAN.	T.,-N.&L.	Î.,-P,-É.	N.,-É.	N.,-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.,-B.
Population (milliers)	37 589	522	157	971	777	8 485	14 567	1 369	1 174	4 371	5 071
Produit intérieur brut (milliards \$)	2 223,9	33,2	7,0	44,4	37,0	439,4	857,4	72,7	80,7	344,8	295,4
PIB réel (en milliards de \$ 2012)	2 058,1	3,2	0,6	4,0	3,3	39,5	77,9	6,7	8,7	34,6	26,4
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,5	0,3	2,0	1,7	19,8	38,6	3,3	3,6	15,5	13,3
Croissance PIB réel (TAC, 2013-18, %)	1,9	-0,8	2,1	1,3	0,9	1,9	2,4	1,8	0,8	0,9	3,0
PIB réel par habitant (\$ 2012)	55 538	61 655	41 111	41 948	43 059	47 077	54 371	49 824	74 462	80 563	52 800
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2013-18, %)	0,8	-0,8	0,8	0,9	0,6	1,2	1,3	0,5	-0,3	-0,6	1,4
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	33 310	31 665	29 241	30 145	30 108	29 924	33 488	29 943	33 357	38 872	35 749
Croissance de l'emploi (TAC, 2013-18, %)	1,4	-1,0	1,0	0,8	0,2	1,3	1,6	0,8	0,3	0,6	2,3
Taux d'emploi (nov. 2019, %)	61,8	50,8	61,8	57,9	56,9	61,8	61,6	63,6	65,0	65,4	61,2
Indice d'inconfort (inflation + chômage, oct. 2019)	7,9	14,1	10,5	10,0	10,0	7,8	7,3	7,6	8,3	10,3	6,8
Production manufacturière (% du PIB, 2017)	10,4	4,0	10,6	7,8	10,7	14,1	12,2	9,8	6,4	8,5	7,1
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,4	52,1	66,4	70,7	65,4	57,4	57,8	58,1	48,0	46,3	62,7
Exportations (% du PIB)	32,1	45,2	22,7	17,9	39,1	29,6	34,1	24,6	40,8	35,8	25,3

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.2	3.7	2.0	2.8	3.7	2.6	1.9	1.4	2.7
PIB nominal	3.4	5.6	2.8	5.2	7.1	4.5	4.3	3.9	4.5
Nombre d'emplois	0.1	0.6	1.2	3.2	3.7	1.1	2.6	-0.2	1.0
Taux de chômage	6.6	6.1	6.2	6.0	5.1	4.7	4.7	5.3	5.6
Ventes au détail	2.8	6.3	7.0	7.7	9.3	2.0	0.6	0.9	0.9
Mises en chantier (milliers d'unités)	27.1	28.4	31.4	41.8	43.7	40.9	44.9	36.5	35.0
Indice des prix à la consommation	-0.1	1.0	1.1	1.9	2.1	2.7	2.3	1.5	1.4

Alberta

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5.7	5.9	-3.7	-3.5	4.8	1.6	0.3	-2.5	2.3
PIB nominal	9.6	10.0	-14.0	-6.1	9.2	3.8	0.3	-9.6	8.4
Nombre d'emplois	2.5	2.2	1.2	-1.6	1.0	1.9	0.5	-1.6	1.7
Taux de chômage	4.6	4.7	6.0	8.1	7.8	6.6	6.9	8.4	7.7
Ventes au détail	7.2	7.9	-4.0	-1.1	7.1	2.0	-1.0	-1.4	1.1
Mises en chantier (milliers d'unités)	36.	40.6	37.3	24.5	29.5	26.1	27.3	26.6	29.5
Indice des prix à la consommation	1.4	2.6	1.2	1.1	1.5	2.5	1.7	1.2	1.3

Saskatchewan

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	6.5	2.0	-0.8	-0.1	1.7	1.3	0.6	-1.0	1.9
PIB nominal	6.7	-0.4	-3.9	-5.0	5.1	1.4	2.0	-3.1	10.1
Nombre d'emplois	3.1	1.0	0.5	-0.9	-0.2	0.4	1.8	-0.7	1.5
Taux de chômage	4.1	3.8	5.0	6.3	6.3	6.1	5.4	7.0	6.0
Ventes au détail	5.2	4.7	-3.3	1.5	4.1	-0.3	-0.5	-1.4	1.0
Mises en chantier (milliers d'unités)	8.3	8.3	5.1	4.8	4.9	3.6	2.4	3.2	5.0
Indice des prix à la consommation	1.4	2.4	1.6	1.1	1.7	2.3	1.7	1.8	2.0

Manitoba

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	2.9	2.1	1.2	1.4	3.1	1.3	1.1	0.6	1.4
PIB nominal	4.2	3.1	2.5	2.1	5.7	2.2	2.4	2.6	3.3
Nombre d'emplois	0.7	0.1	1.6	-0.4	1.7	0.6	0.9	0.9	0.4
Taux de chômage	5.4	5.4	5.6	6.1	5.4	6.0	5.3	5.9	6.1
Ventes au détail	3.8	4.2	1.3	3.7	7.8	2.9	1.1	0.8	0.8
Mises en chantier (milliers d'unités)	7.5	6.2	5.5	5.3	7.5	7.4	6.9	7.0	7.5
Indice des prix à la consommation	2.3	1.8	1.2	1.3	1.6	2.5	2.3	1.6	1.6

Ontario

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.4	2.5	2.5	2.1	2.9	2.2	1.6	0.7	1.7
PIB nominal	2.3	4.4	4.6	4.0	4.6	3.7	3.3	2.9	3.2
Nombre d'emplois	1.8	0.8	0.7	1.1	1.8	1.6	2.9	1.5	1.3
Taux de chômage	7.6	7.3	6.8	6.5	6.0	5.6	5.6	5.7	5.6
Ventes au détail	2.7	5.7	5.3	6.9	7.7	4.4	2.8	1.8	1.6
Mises en chantier (milliers d'unités)	61.1	59.1	70.2	75.	79.1	78.7	69.0	79.9	2.2
Indice des prix à la consommation	1.1	2.3	1.2	1.8	1.7	2.4	1.9	1.6	1.6

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.3	1.6	0.9	1.6	2.8	2.5	2.5	1.0	1.6
PIB nominal	3.0	3.0	2.9	3.0	5.0	4.8	4.0	3.2	3.1
Nombre d'emplois	1.4	0.0	0.9	0.9	2.2	0.9	1.8	0.8	0.8
Taux de chômage	7.6	7.7	7.6	7.1	6.1	5.5	5.1	5.2	5.8
Ventes au détail	3.0	2.6	1.9	6.6	5.5	2.9	1.8	1.4	1.5
Mises en chantier (milliers d'unités)	37.8	38.8	37.9	38.9	46.5	46.9	48.0	49.0	44.5
Indice des prix à la consommation	0.8	1.4	1.1	0.7	1.1	1.7	2.1	1.7	1.6

Nouveau-Brunswick

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0.3	0.1	0.7	0.8	2.2	0.8	0.7	0.5	0.8
PIB nominal	0.3	1.8	3.1	2.6	4.4	3.2	2.4	2.0	2.3
Nombre d'emplois	0.4	-0.2	-0.6	-0.1	0.4	0.3	0.8	0.7	0.6
Taux de chômage	10.3	10.0	9.8	9.6	8.1	8.0	8.0	7.7	7.7
Ventes au détail	0.7	3.7	2.2	2.1	6.8	1.7	2.1	1.6	0.6
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.8	2.3	2.0	1.8	2.3	2.3	2.9	3.3	2.6
Indice des prix à la consommation	0.8	1.5	0.5	2.2	2.3	2.2	1.7	1.7	1.8

Nouvelle-Écosse

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	-0.3	1.0	0.7	1.6	1.6	1.5	1.3	0.5	1.0
PIB nominal	2.1	2.9	2.2	2.2	3.2	3.3	3.5	2.5	3.0
Nombre d'emplois	-1.1	-1.1	0.1	-0.4	0.6	1.5	2.2	1.8	1.2
Taux de chômage	9.1	8.9	8.6	8.3	8.4	7.6	7.2	7.5	7.3
Ventes au détail	3.2	2.8	0.2	4.7	7.8	0.3	2.7	0.4	1.7
Mises en chantier (milliers d'unités)	3.9	3.1	3.8	3.8	4.0	4.8	4.7	4.5	4.5
Indice des prix à la consommation	1.2	1.7	0.4	1.2	1.1	2.2	1.6	1.9	1.9

Île-du-Prince-Édouard

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	1.8	0.1	1.4	2.1	4.4	2.6	2.8	0.9	2.0
PIB nominal	3.2	1.6	3.9	4.7	5.3	4.2	5.0	2.9	3.9
Nombre d'emplois	1.4	-0.1	-1.2	-2.2	3.1	3.0	2.7	2.5	0.3
Taux de chômage	11.5	10.6	10.5	10.8	9.8	9.4	8.8	8.8	8.9
Ventes au détail	0.9	3.5	2.6	7.3	6.3	2.9	3.6	1.7	1.4
Mises en chantier (milliers d'unités)	0.6	0.5	0.6	0.6	0.9	1.1	1.5	1.4	1.9
Indice des prix à la consommation	2.0	1.6	-0.6	1.2	1.8	2.3	1.2	1.9	1.8

Terre-Neuve-et-Labrador

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019P	2020P	2021P
PIB réel	5.3	-1.2	-1.2	1.5	0.4	-3.5	2.0	-1.5	-0.5
PIB nominal	7.6	-0.6	-9.2	1.1	3.7	1.7	3.3	-3.4	4.0
Nombre d'emplois	0.8	-1.7	-1.0	-1.5	-3.7	0.5	0.6	-1.3	0.0
Taux de chômage	11.6	11.9	12.8	13.4	14.8	13.8	11.9	12.4	12.9
Ventes au détail	5.2	3.7	0.7	0.4	2.4	-2.3	-0.1	-1.0	-1.1
Mises en chantier (milliers d'unités)	2.9	2.1	1.7	1.4	1.4	1.1	0.9	0.7	0.6
Indice des prix à la consommation	1.7	1.9	0.4	2.7	2.4	1.7	1.0	1.6	1.7

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.